



*Au service
des peuples
et des nations*



LE PNUD APPUIE LA MISE EN ŒUVRE DE L'OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT **DURABLE 8**

PROMOTION D'UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE INCLUSIVE ET DURABLE

United Nations Development Programme



Ce document est soumis à une révision périodique.
Janvier 2016

Si vous souhaitez davantage d'informations, veuillez contacter :
sdgsupport@undp.org

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sur la voie de la prospérité mondiale, du bien-être humain et vers une planète saine

Au cours des deux dernières décennies, notre monde a bénéficié d'importantes avancées pour le développement humain. L'extrême pauvreté a considérablement reculé, l'accès à l'enseignement primaire et la situation sanitaire se sont améliorés, des progrès importants ont été enregistrés en ce qui concerne l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes. La poursuite des Objectifs de développement du millénaire est l'un des vecteurs de ce progrès, permettant aux individus dans le monde entier d'améliorer leur vie et leurs perspectives futures. Mais en dépit de ces importantes avancées, l'extrême pauvreté reste un défi prioritaire : plus de 700 millions de personnes dans le monde vivent avec moins de 1,90 dollar US PPP (en parité de pouvoir d'achat) par jour. Les inégalités sont soit en hausse soit trop élevées, en particulier au sein des pays. Le chômage ainsi que les diverses formes d'emploi précaire sont très présents dans de nombreux pays, notamment chez les jeunes. Les modes de consommation et de production non durables exploitent les écosystèmes au-delà de leurs limites, remettant en question leur capacité à assurer des services vitaux à la vie humaine, au développement, et entravant l'auto-régénération écosystémique. Les chocs résultant de l'instabilité macroéconomique, de catastrophes naturelles, de la détérioration de l'environnement et de tensions sociopolitiques ont des répercussions négatives sur la vie de millions d'entre nous. Souvent, ces chocs retardent, voire inversent, le cours des progrès déjà assurés dans la réalisation des objectifs de développement fixés à l'échelle nationale et internationale. La préservation des avancées réalisées et la résolution des défis actuels du développement auxquels est actuellement confronté le monde entier n'interviendront pas en ne prenant que des demi-mesures.

Nous sommes face à un impératif pressant de renforcement du développement durable. Une vision de la voie à adopter est inscrite dans le nouveau programme de développement durable, dont l'objectif est de mettre un terme à la pauvreté, d'encourager la prospérité et le bien-être des peuples tout en sauvegardant l'environnement, d'ici à 2030. En tant qu'organe du développement des Nations Unies, le PNUD a un rôle clé à jouer dans le soutien des pays pour passer de la vision à la réalité : en mettant les pays sur la voie du développement durable, en gérant les risques, en renforçant la résilience et en encourageant prospérité et bien-être.

En prenant appui sur ses principaux points forts - associant un vaste réseau dans plus de 170 pays et territoires, un rôle de coordinateur de premier rang au sein du système des Nations Unies pour le développement et une capacité avérée de soutien aux initiatives de réduction de la pauvreté, des inégalités et de l'exclusion, mais aussi de protection des écosystèmes vitaux -, le PNUD a exposé sa vision dans son Plan stratégique 2014-2017, qui mise sur la réalisation de la prochaine phase clé du développement : aider les pays à simultanément éradiquer la pauvreté et réduire considérablement les inégalités et l'exclusion. Certes ambitieuse, cette vision est cependant réalisable et il est possible d'accomplir des progrès considérables en matière d'éradication de la pauvreté, de réduction des inégalités et de l'exclusion, et de sauvegarde de l'environnement.

Fidèle à cette vision, le PNUD collabore avec le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUM) au développement d'une stratégie d'appui effectif et cohérent désignée « MAPS » (stratégie d'intégration, d'accélération et d'appui aux politiques) en faveur de la mise en œuvre du nouveau programme de développement durable. La composante Intégration de MAPS tend à susciter une prise de conscience auprès de tous les acteurs concernés, à aider les États et les gouvernements à inscrire le programme aux niveaux national et local et, au final, à l'intégrer dans leurs plans, stratégies et budgets nationaux. La composante Accélération a pour principal but d'aider les gouvernements à accélérer l'avancement de la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), en fournissant des outils facilitant l'identification des obstacles majeurs à une accélération plus rapide des progrès et permettant de se focaliser sur les objectifs de développement correspondant le mieux au contexte de chaque pays. La composante Appui aux politiques tend à fournir un appui politique coordonné et commun aux pays travaillant à la réalisation de leurs objectifs ODD. Dans cette perspective, le PNUD propose un ensemble intégré de services de soutien aux politiques, en cohérence avec les priorités de ses programmes. Ces services, tels que décrits dans le présent prospectus, couvrent une gamme étendue de domaines : réduction de la pauvreté, croissance inclusive et emploi productif, égalité de genre et autonomisation des femmes, VIH et santé, accès à l'eau et aux systèmes d'assainissement, adaptation au changement climatique, accès à des énergies durables, gestion durable des écosystèmes terrestres, gouvernance des océans et promotion d'un modèle sociétal de paix et d'équité.

Fort de cet ensemble intégré de services d'appui aux politiques, le PNUD est dès aujourd'hui en mesure de soutenir ses pays partenaires dans la mise en œuvre effective du nouveau programme de développement et la concrétisation de la prospérité économique et du bien-être à long terme, autant sur le plan humain qu'environnemental.



PROMOUVOIR UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE DURABLE ET INCLUSIVE, LE PLEIN EMPLOI PRODUCTIF ET UN TRAVAIL DÉCENT POUR TOUS

Pourquoi cela est important ?

Les disparités de revenus et les résultats non liés aux revenus (état de santé, niveau d'éducation et opportunités d'emploi) constituent des facteurs déterminants pour la croissance et le bien-être économiques. Les plus désavantagés et vulnérables ont souvent une espérance de vie plus courte et éprouvent des difficultés à rompre le cercle vicieux que représentent le niveau d'éducation inférieur à la moyenne, les compétences faibles et les perspectives d'emploi médiocres. **À long terme, les inégalités de revenus et d'opportunités se reportent négativement sur les perspectives de croissance économique.** Aussi est-il essentiel pour réunir les conditions d'une croissance économique durable de prendre en compte la nature multidimensionnelle des inégalités et ses répercussions sur les différents segments de la population. Par conséquent, la promotion d'une croissance inclusive est un volet important de la politique en faveur de la croissance.

Moyens de subsistance et emplois s'inscrivent de façon incontournable dans le bien-être humain et l'élimination de la pauvreté, grâce à l'amélioration de l'accès et de l'utilisation équitables des ressources naturelles, la réduction des inégalités dont les inégalités hommes-femmes, et le renforcement de la protection contre les chocs économiques et environnementaux. Cependant, encourager une dynamique durable de création d'emplois et de moyens de subsistance reste un défi, en particulier dans les pays en développement et cette mission est encore plus complexe dans les contextes de conflits et de catastrophes naturelles.

Dans le monde, **plus de 200 millions d'individus sont sans emploi.**¹ La situation de l'emploi se dégrade dans les pays émergents et en développement, et l'on estime que le sous-emploi comme l'emploi précaire vont rester invariablement élevés dans les cinq années à venir. La hausse du chômage dans certains pays pourrait également être facteur de tensions sociales.

Selon les estimations, **600 millions d'emplois productifs seront nécessaires au cours de la décennie à venir pour soutenir la croissance et maintenir la cohésion sociale.**² Sans le déficit mondial d'emplois actuel, la masse salariale totale se situerait à 1 218 milliards de dollars US au-dessus du niveau actuel dans le monde.³ En conséquence des effets multiplicateurs de la hausse des salaires, des bénéfices, de la consommation et des niveaux d'investissement, le PIB mondial aurait progressé d'un montant estimé à 3 700 milliards de dollars US.⁴

Outre la question de l'importance du nombre d'emplois à créer, la **qualité des emplois nécessaires doit être prise en compte**

de façon urgente. Les situations d'emploi précaire dans le monde concernent 136 millions d'individus supplémentaires depuis 2000 et était estimé au total à 1,52 milliard de travailleurs en 2011.⁵ L'emploi précaire est souvent décrit comme associant rémunération inadéquate, faible productivité et conditions de travail difficiles remettant en question les droits fondamentaux des travailleurs.⁶ La représentation des femmes notamment au niveau de l'emploi précaire et informel est disproportionnellement élevée. Les femmes gagnent moins que les hommes et leur contribution économique demeure largement sous-évaluée.⁷

Dans de nombreux pays, les technologies génératrices d'économies de main-d'œuvre et l'embauche de travailleurs hautement qualifiés contribuent à stimuler l'innovation. La plupart de ces emplois concernent les secteurs fondés sur la connaissance et, dans la plupart des cas, exigent d'être au minimum titulaire d'un diplôme de niveau universitaire. C'est pourquoi la **demande de travailleurs peu ou moyennement qualifiés a décliné,** simultanément à leurs revenus respectifs.⁸ À l'inverse, la demande de travailleurs hautement qualifiés et leurs salaires continuent de progresser. Si ces tendances se confirment, les pays en développement disposeront de très peu de main-d'œuvre fortement ou moyennement qualifiée pour répondre aux besoins de la croissance économique et d'un nombre beaucoup trop élevé de travailleurs n'ayant pas le niveau d'éducation et les compétences requis pour sortir du piège de la faible productivité. Cette situation renforcera les inégalités de revenus, la pression exercée sur le secteur public et les tensions sociales.

Dans de nombreux pays, **de faibles taux de chômage masquent souvent la pauvreté des travailleurs.** Selon les estimations, 900 millions de travailleurs et leur famille vivent en deçà du seuil de la pauvreté de 2 dollars US par jour, principalement dans les pays en développement.⁹ Le travail familial non rémunéré reste lui aussi très présent dans les pays en développement, où les femmes consacrent au moins deux fois plus de temps que les hommes à des travaux domestiques non rémunérés.¹⁰ Selon les études récentes sur l'emploi, plus de 81 % des travailleurs des pays où les revenus du travail sont faibles et plus de 53 % des travailleurs dans les pays où les revenus sont moyens, sont des travailleurs à leur compte ou ont un emploi familial non rémunéré.¹¹ Davantage de mesures doivent être prises pour assurer un emploi décent et ouvert à tous à ces travailleurs et ainsi leur offrir une opportunité viable de sortir du cycle de la pauvreté et de reconquérir un moyen de subsistance durable.

Les jeunes en particulier sont particulièrement touchés par la crise de l'emploi mondiale. **Deux tiers des jeunes hommes et**



femmes des régions en développement sont sans travail, non scolarisés ou encore dans un emploi irrégulier et précaire,¹² et 74 millions de jeunes (âgés de 15 à 24 ans) étaient à la recherche d'un emploi en 2014.¹³ Ceci contribue à l'installation d'une pauvreté et d'inégalités intergénérationnelles et à long terme, fragilisant ainsi la résistance aux chocs et la cohésion sociale.

Les inégalités hommes-femmes au travail constituent un frein au développement humain et induisent une perte substantielle de potentiel économique. Cela est dû à des causes structurelles ancrées dans les systèmes institutionnels et économiques et de nature formelle et informelle, notamment l'économie familiale. L'autonomisation des femmes et le renforcement de leur productivité dans les secteurs aussi cruciaux que la croissance, la reprise de l'économie et le développement durable, sont essentiels. En 2014, près de 73 % de la pénurie d'emplois mondiale en 2014 étaient dus à un déficit d'emploi chez les femmes, qui représentent environ 40 pour cent de la main-d'œuvre mondiale.¹⁴ En 2013, les pertes de salaires dues aux écarts au niveau de la participation des femmes à la force de travail dans le monde ont été estimées à 589 milliards de dollars.¹⁵ C'est pourquoi une attention accrue devra être accordée à ce phénomène afin de lever les obstacles structurels auxquels sont confrontées les femmes sur le marché du travail.

Les moyens de subsistance et les emplois sont dépendants et générateurs d'une dynamique de **gestion durable des ressources naturelles et de sauvegarde des services écosystémiques essentiels**. Pour les communautés qui dépendent étroitement de ressources naturelles qui constituent leur principale richesse, en particulier pour **les familles rurales, les femmes et les hommes vivant dans la pauvreté et les populations autochtones**, le bien-être des personnes et les moyens d'existence durables sont totalement dépendants et intimement liés à la salubrité et à la productivité des biens et services écosystémiques. À titre d'exemple, plus de 1,6 milliard d'hommes et de femmes dans le monde dépendent directement des forêts pour leur subsistance et plus de 3 milliards de personnes dépendent des ressources marines et côtières.¹⁶ De nombreux secteurs économiques nationaux et internationaux créateurs d'emploi tels que l'agriculture, l'industrie forestière, l'énergie, la pêche, l'énergie, les industries extractives, le tourisme, le transport et le commerce s'appuient également sur les écosystèmes marins et terrestres. Au Mexique par exemple, la création de zones protégées a attiré 14 millions de visiteurs par an et permis de créer 25 000 emplois.¹⁷

Dans le même temps, cependant, la croissance de la population, le changement climatique, l'urbanisation et les besoins de l'agriculture et de l'industrie exercent une pression croissante et dégradent ces mêmes ressources. Faute de mesures immédiates pour faire face aux problèmes environnementaux, un nombre non quantifiable d'emplois pourraient disparaître et des sources

de subsistance s'en trouver remises en question. **L'emploi vert dans des conditions décentes au sein des secteurs économiques clés peut jouer un rôle de catalyseur du développement durable**, et ce en favorisant : la sauvegarde des écosystèmes et de la biodiversité, la décroissance de la consommation en énergie, en eau et en biens matériels, la décarbonisation de l'économie et la réduction ou l'élimination de toutes les formes de déchets.

Le commerce international peut revêtir un rôle important dans l'amélioration du niveau de développement humain et la réduction durable de la pauvreté, permettant l'expansion des marchés, la hausse de la productivité et l'accélération des transferts technologiques. Les **écarts de capacité de production, le manque de diversification à l'export, une gouvernance économique défailante et des contraintes institutionnelles** sont autant d'obstacles à une intégration complète à l'économie mondiale dans de nombreux pays en développement, en particulier les PMA. En 2013, l'exportation de marchandises par les PMA représentait 1,1 % seulement du commerce mondial.¹⁸ De plus, **les coûts élevés des échanges et les autres barrières commerciales mettent un frein à la réalisation du potentiel commercial de nombreux pays parmi les plus pauvres**, en opérant leur exclusion des marchés internationaux par les prix. Les pays lointains, ne disposant pas d'une façade maritime et dont la superficie est limitée, sont ainsi marginalisés par les coûts des échanges reflétant leur position géographique et non leurs capacités.¹⁹ Les coûts des échanges sont également supportés de façon disproportionnellement élevée par les petites et moyennes entreprises. Ces entreprises restent néanmoins un vecteur clé de croissance et de création d'emploi et offrent une porte de sortie de la pauvreté.



Croissance inclusive, Emplois & Moyens de subsistance
En bref



PNUD

Au service
des peuples
et des nations

Il me faut un travail!

Plus de **200 millions** de personnes dans le monde sont sans emploi



Au cours de la prochaine décennie, **600 millions** d'emplois productifs seront nécessaires pour soutenir la croissance et maintenir la cohésion sociale.

US\$
3,7 milliards

C'est la progression estimée du PIB mondial qui pourrait résulter d'une réduction du déficit mondial d'emplois actuel



Les services écosystémiques et les autres biens non commerciaux représentent **50%-90%** du total des sources de subsistance des familles pauvres vivant en milieu rural et forestier



Le commerce international peut jouer un rôle important dans l'amélioration du niveau de développement humain et la réalisation d'une croissance économique inclusive et durable



Cependant, l'exportation de marchandises par les PMA ne représente que **1,1%** du commerce mondial



Les situations d'emploi précaire dans le monde concernent 136 millions d'individus supplémentaires depuis 2000 soit un total de **1,52 milliard** de travailleurs en 2011



900 millions de travailleurs et leur famille vivent en deçà du seuil de la pauvreté de 2 dollars US par jour, principalement dans les pays en développement.



En 2014, deux tiers des jeunes des régions en développement étaient sans travail, non scolarisés ou encore dans l'emploi irrégulier et précaire et **74 millions** de jeunes étaient à la recherche d'un emploi



En 2014, près de **73%** de la pénurie d'emplois mondiale en 2014 était due à un déficit d'emploi chez les femmes, qui représentent environ 40 pour cent de la main-d'œuvre mondiale

US\$
589 milliards

Ce sont les pertes de salaires dues aux écarts au niveau de la participation des femmes à la force de travail dans le monde en 2013

*Les chiffres sur l'emploi présentés dans cette infographie ont été communiqués par l'Organisation mondiale du travail

Quel est notre rôle ?

Le PNUD œuvre avec les pays participant au programme au niveau de la conception, de l'amélioration et de la mise en œuvre de politiques de développement durable axées sur une croissance inclusive, une amélioration des dotations en ressources des pauvres et une amélioration de leurs perspectives d'emploi et de subsistance. Notre travail sur la croissance inclusive ainsi que sur l'emploi et les moyens de subsistance est fortement inspiré de **l'Objectif 8 des ODD visant à promouvoir une croissance économique durable et inclusive, le plein emploi productif et un travail décent pour tous** et selon les critères pertinents de tous les autres objectifs. Par l'application de normes environnementales et sociales et de Mécanismes de reddition de comptes aux parties prenantes, le PNUD assure également la mise en place de garanties appropriées sur l'ensemble de ses programmes dans le but d'éviter, de gérer et de limiter toutes les répercussions négatives potentielles pour les individus et l'environnement. Ce faisant, il met en avant un engagement à respecter et à promouvoir le droit à des conditions de travail décentes.

En partenariat avec un ensemble étendu d'acteurs, nous offrons les services suivants aux pays participant à notre programme :

Nous apportons notre aide à la conception et à la mise en œuvre effective de stratégies, de politiques de développement et d'interventions dans le cadre du programme, pour assurer que la croissance inclusive stimule une transformation économique structurelle permettant d'atteindre les marginalisés et de réduire de façon significative la pauvreté et les risques y afférents. Nous travaillons avec les États et les gouvernements à **l'élaboration d'outils analytiques, de cadres politiques et de systèmes de gestion des connaissances** en vue de la mise en place d'une planification stratégique favorisant une croissance inclusive.

Nous soutenons l'élaboration et la mise en œuvre de cadres institutionnels et politiques et œuvrons à **l'élimination des barrières structurelles** sur le marché du travail auxquelles sont confrontés les groupes pauvres et désavantagés, notamment les femmes et les jeunes.

À partir du constat que la majorité des travailleurs des pays en développement exercent une activité au sein de l'économie informelle, **nous renforçons les capacités institutionnelles** permettant la mise en place de mesures en faveur de la création d'opportunités d'emploi dans le secteur informel, au sein des microentreprises et des petites et moyennes entreprises (MPME), et au niveau du renforcement des capacités et du développement du marché.

En prônant les partenariats avec le secteur privé sous la forme de nombreux programmes, notamment la Facilité africaine pour les marchés inclusifs, nous assurons la promotion de marchés durables inclusifs, la collecte de revenus fiscaux pour financer les infrastructures socioéconomiques de base et la mise en place de nouvelles solutions innovantes pour relever les défis du développement.

Nous appuyons les initiatives de développement de l'entrepreneuriat par la mise à disposition de dispositifs de formation, de création et d'expansion des petites entreprises, et de développement des compétences commerciales. Ces initiatives visent à créer un cadre institutionnel favorable à l'implantation des MPME, en particulier dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre (à faible productivité) au sein desquels les populations pauvres sont fortement représentées.

Nous encourageons une croissance inclusive et durable des marchés grâce à l'intégration du développement, de l'expansion, d'une dynamique écologique et de réduction des risques au niveau des chaînes de valeur nationale et régionale des secteurs clés de la subsistance et de la création d'emploi tels que l'agroalimentaire, les énergies renouvelables, la vente au détail et le secteur minier.



Nous favorisons la création d'emplois en aidant les producteurs favorables à la biodiversité à accéder à de nouveaux marchés, encourageant ainsi les initiatives de tourisme vert qui génèrent des revenus pour les communautés locales et soutiennent les moyens de subsistance basés sur les récoltes durables ainsi que les accords d'accès et de partage des avantages portant sur les ressources génétiques. Nous prôtons le respect des droits fonciers, la gestion et l'expansion efficaces des zones protégées et les projets de réhabilitation à grande échelle visant à renforcer les moyens de subsistance et à accroître les revenus et les opportunités d'emploi issus du tourisme.

Nous apportons un support technique et un renforcement des capacités pour la conception, l'expansion et la mise en œuvre du développement des compétences adéquates et de la transition enseignement-monde du travail afin d'établir des passerelles réelles entre éducation et emploi, en particulier auprès des jeunes. Ce soutien se révèle essentiel pour permettre aux pauvres un accès à l'emploi dans les secteurs dont la productivité est supérieure, et à des salaires plus élevés à long terme.

Dans un **contexte de crise et de sortie de crise**, nous fournissons un cadre de support qui intègre des interventions à court, moyen et long terme pour assurer une reprise rapide et à long terme de l'économie et des moyens de subsistance. **L'approche immédiate du PNUD soutient la stabilisation des moyens de subsistance**, assurant que l'aide d'urgence, le redressement et le développement s'intègrent dans un continuum, très en amont de la crise et après la sortie de crise. Grâce à cette approche, le PNUD participe à la concrétisation d'une gamme étendue d'opportunités de subsistance dans le cadre de programmes « argent contre travail » dans les secteurs du reboisement, de l'agroalimentaire,

de la récupération des eaux de pluie, des cultures à forte valeur, de l'amélioration des pratiques agricoles et des systèmes d'irrigation, et du renforcement des capacités.

La résilience au niveau des communautés se trouve ainsi renforcée, tout comme l'accès équitable et durable aux ressources naturelles et la protection contre les chocs économiques et environnementaux. **L'approche à moyen terme du PNUD prône le redressement de l'économie locale favorisant l'emploi productif à moyen et à long terme, la génération de revenus et l'élaboration de solutions pour les populations déplacées.** Enfin, **l'approche à très long terme du PNUD encourage les sources de subsistance dans le cadre d'un développement économique et d'un environnement durables, l'emploi à moyen et à long terme et une croissance économique inclusive** grâce à la mise en place de pierres d'assise susceptibles de développer la résilience et la capacité des divers pays à faire face aux chocs inévitables. Le PNUD appuie également la réintégration durable au sein des communautés des anciens combattants et la traduction de la lutte antimines en dividendes pour le développement durable, sous la forme d'emplois et de sources de subsistance.

Nous soutenons l'effort des pays, a fortiori des PMA, pour mettre à profit les opportunités commerciales en faveur de la croissance inclusive, par un engagement à l'échelle mondiale, nationale et régionale. À l'échelle mondiale, le PNUD met en œuvre une stratégie de plaidoyer en faveur d'un système équitable et ouvert d'échanges commerciaux multilatéraux prenant en considération les besoins des économies en développement. Nous soutenons les stratégies de commerce régional pour renforcer la croissance durable et équitable. Le PNUD prône également une intégration des politiques au rang national qui permettrait aux pays en développement et aux PMA en particulier d'inscrire des principes d'échanges en faveur des pauvres dans leurs stratégies de développement. Le PNUD complète son action par une aide au recensement des écarts de capacités et des solutions à ces difficultés.



LE PNUD EN ACTION

Emploi et moyens de subsistance

Grâce au concours du PNUD, 125 pays participant au programme ont pu créer un environnement favorable à la génération de moyens de subsistance et d'emplois en 2014 : les sources de revenus de 11,2 millions de personnes (dont 51 % de femmes) dans 94 pays ont été améliorées, près d'un million d'emplois ont été créés (à destination des femmes pour 41 %) dans 77 pays et plus de 2,4 millions de femmes ont directement bénéficié d'interventions visant à réduire ou à éliminer les barrières à l'autonomisation économique des femmes. Les programmes de consolidation des communautés ont permis de créer 135 000 emplois nouveaux (dont 42 % pour les femmes) dans 20 pays en crise et plus de 5,7 millions de personnes supplémentaires (dont 49 % de femmes) ont bénéficié de l'amélioration de la diversification des moyens de subsistance. Des exemples des réalisations de ces dernières années sont présentés ci-dessous, par pays :

En **Afghanistan**, le PNUD a participé à la mise en place de plus de 279 projets d'infrastructure rurale dans les secteurs de l'énergie, des transports, de l'approvisionnement en eau, des ressources naturelles, de la gestion des déchets et de l'agriculture dans 31 provinces, améliorant les moyens de subsistance d'environ 2,8 millions de femmes et d'hommes en milieu rural.

En **Bolivie**, le PNUD a fourni formations et microfinancements à plus de 4 000 femmes autochtones en vue de la création d'activités au sein de leur communauté.

En **Colombie**, le PNUD a apporté son concours au ministère de l'Emploi pour élaborer des politiques visant à encourager l'élimination des inégalités hommes-femmes au sein des secteurs public et privé. À l'origine, un groupe de 20 entreprises

privées disposant d'effectifs de plus de 60 000 personnes ont mis au point des plans d'action visant à réduire les inégalités de genre au niveau du recrutement, à remédier aux écarts de salaire et à encourager la progression de carrière des femmes.

Au **Kenya**, c'est avec le concours du PNUD que le Fonds pour les jeunes entrepreneurs a pu aider 89 000 jeunes entreprises, offrir une assistance à la commercialisation à 1 800 entrepreneurs, former plus de 15 000 jeunes entrepreneurs et assister plus de 2 000 jeunes dans leur recherche d'emploi, grâce au Programme pour l'emploi des jeunes. La réussite de cette initiative s'est révélée cruciale pour assurer le dialogue des secteurs public et privé et soutenir le développement du secteur privé.

Aux **Philippines**, où le typhon Haiyan a causé en 2013 de nombreuses pertes en vies humaines et en moyens de subsistance, ainsi que des dégâts étendus aux infrastructures communautaires, le PNUD et ses partenaires ont lancé un programme d'urgence pour l'emploi, lequel s'est attaché à l'enlèvement des gravats et des déchets dans les zones les plus touchées. Plus de 41 400 personnes ont ainsi pu recevoir une assistance.

En **Syrie**, où la guerre a tué plus de 200 000 personnes et provoqué le déplacement de plus de 2 millions d'habitants, le PNUD a eu recours à des programmes d'urgence favorisant l'emploi pour la gestion des déchets solides et la réparation des infrastructures communautaires. En 2013, le PNUD a permis de créer des emplois pour 55 000 familles dont le niveau de vie avait été sévèrement remis en question par le conflit.

Au **Tadjikistan**, grâce à l'Initiative Pauvreté-Environnement PNUD-PNUE, des coopératives de femmes ont été fondées pour offrir des emplois « verts » aux femmes. Ces coopératives ont recours à des serres pour les cultures tout au long de l'année, et permettent aux femmes de participer activement à l'activité



économique locale alors qu'elles dépendaient des transferts internationaux envoyés par leur famille depuis l'étranger. Chaque serre génère jusqu'à 3 600 dollars en six mois, fournissant ainsi une source de revenus stables et indépendants aux femmes.

Au **Yémen**, où le chômage des jeunes était apparu comme l'une des causes profondes du conflit récent, le PNUD a soutenu plus de 500 jeunes entrepreneurs au sein des communautés affectées par le conflit et proposé des formations aux concepts financiers de base.

Entreprises inclusives et développement de la chaîne de valeur

Dans 40 pays, le PNUD a supporté le **développement de chaînes de valeurs**, le potentiel de croissance, de création d'emplois et de génération de revenus, en ciblant en particulier les groupes à faibles revenus. Un soutien a également été proposé pour renforcer les capacités du secteur privé en vue du développement du secteur agroalimentaire ouvert à tous et de la chaîne de valorisation par la formation, la participation à des plateformes et les supports au partage des connaissances.

Programme régional du PNUD, la Facilité africaine pour les marchés inclusifs a encouragé les initiatives transfrontalières de mise en place d'une chaîne de valeur et amélioré la capacité des Commissions économiques régionales à davantage soutenir et à habilitier le développement d'un marché dans la région. Ce portefeuille, qui comprend les activités du Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU), représente environ 100 millions de dollars US par an à l'échelle mondiale, et sert un objectif de renforcement de la contribution du secteur privé, notamment celle des MPME, au commerce, à la croissance et à la réduction de la pauvreté.

Au travers de son programme sur les matières premières vertes (Green Commodities Programme), le PNUD a pu renforcer les échanges entre les acheteurs et les producteurs et ainsi favoriser une amélioration des conditions commerciales offertes aux petits exploitants agricoles fournisseurs de produits durables. Des entreprises disposant d'un pouvoir de négociation à l'échelle mondiale pour l'achat de matières premières agricoles, dont Kraft, Walmart, Ikea et Dole, participent à ce programme. En 2008, Cadbury (aujourd'hui détenu par Kraft), a lancé le Cadbury Cocoa Partnership au Ghana afin de sécuriser des techniques agricoles durables dont les répercussions sont économiques, sociales et environnementales, au profit d'un million de producteurs de cacao. En partenariat avec le gouvernement du **Ghana**, des ONG de premier plan dans le secteur du développement et le PNUD, cette initiative s'est concentrée sur : l'augmentation des revenus en aidant environ 500 000 petits exploitants agricoles à améliorer leur rendement et à produire des fèves de première qualité,

l'introduction de nouvelles sources de revenus en milieu rural via les microfinancements, le soutien à la création de nouvelles entreprises rurales et enfin le renforcement des capacités du gouvernement à améliorer les services de vulgarisation et la réforme des politiques. Les interventions dans le cadre de ce partenariat ont permis d'augmenter considérablement les rendements. La production de cacao intervient aujourd'hui durant toute l'année et les exploitants agricoles ont déjà doublé leur taux de rendement, en moins de deux ans d'exploitation.

Croissance et commerce inclusifs

Aux côtés des autres agences des Nations Unies et de ses partenaires en matière de développement, le PNUD soutient l'initiative **Aide pour le commerce**. Le PNUD a apporté son concours à l'élaboration de politiques commerciales et à la prise en compte du commerce dans le développement national et les stratégies du secteur privé, dans le but de favoriser une croissance durable inclusive.

En tant que partenaire principal du Cadre intégré renforcé, le PNUD a assisté le **Cambodge, les Comores, le Tchad, le Sud Soudan** et le **Yémen** dans la formulation d'études diagnostiques d'intégration du commerce. Les diagnostics du commerce cartographient les perspectives économiques actuelles d'un pays et identifient des secteurs prioritaires et les réformes politiques nécessaires au renforcement des opportunités d'échanges commerciaux susceptibles de réduire la pauvreté. Au **Malawi, à Samoa, à Sao Tomé et Principe, au Sierra Leone** et au **Sud Soudan**, le PNUD a réalisé des évaluations de capacités des institutions et organismes spécialisés dans le commerce et proposé un plan d'action pour résoudre les écarts de capacités. Le traitement de ces écarts contribuera au renforcement des performances des organismes et à la transformation du commerce en un puissant générateur de croissance et de transformation inclusives.

À travers le programme Aide pour le commerce en Asie centrale, dans le sud du Caucase et dans les pays occidentaux de la CEI, le PNUD renforce les capacités commerciales des petites entreprises et des microentreprises dans les zones urbaines et rurales reculées du **Kirghizistan, du Tadjikistan et du Kazakhstan** pour les aider à exploiter l'expansion des opportunités d'échanges. Ce programme a pris la forme de plus de 100 séances de formation dans des domaines tels que la gestion des entreprises, le marketing et les chaînes de valeur. Au Kazakhstan, le projet a soutenu le renforcement des capacités de conseil de l'Association des femmes-entrepreneurs. Grâce à ce support, l'association a pu fournir des services de conseil en affaires aux femmes-entrepreneurs.



1. *Perspectives pour l'emploi et le social dans le monde : tendances 2015*. Organisation mondiale du travail. 2015. En partenariat avec de nombreux partenaires, le PNUD travaille à l'amélioration des ressources allouées aux populations pauvres et au renforcement de leurs perspectives d'emploi et de subsistance.
2. *Tendances mondiales de l'emploi 2012. Prévenir une aggravation de la crise de l'emploi*. Organisation mondiale du travail. 2012.
3. *Perspectives pour l'emploi et le social dans le monde : des modalités d'emploi en pleine mutation*. Organisation mondiale du travail. 2015.
4. *Ibid.*
5. *Tendances mondiales de l'emploi 2012. Prévenir une aggravation de la crise de l'emploi*. Organisation mondiale du travail 2012.
6. *Tendances mondiales de l'emploi 2010*. Organisation mondiale du travail. 2010.
7. *Rapport mondial sur l'inégalité entre les hommes et les femmes 2012*. Hausmann, Ricardo, Larda Tyson et Saadia Zahidi. Forum économique mondial. 2012.
8. *Jobs for the Future (Des emplois d'avenir)*. Overseas Development Institute. 2015.
9. *Ibid.*
10. *Banque mondiale 2014, Gender at Work : A Companion to the World Development Report on Jobs (Rapport complémentaire au Rapport sur le développement humain sur l'emploi)*
11. *Perspectives pour l'emploi et le social dans le monde : des modalités d'emploi en pleine mutation*, Organisation mondiale du travail. 2015.
12. *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2013 : une génération menacée*. Organisation mondiale du travail. 2013.
13. *Perspectives pour l'emploi et le social dans le monde : tendances 2015*. Organisation mondiale du travail. 2015.
14. *Perspectives pour l'emploi et le social dans le monde : des modalités d'emploi en pleine mutation*, Organisation mondiale du travail. 2015.
15. *Ibid.*
16. *Équipe de soutien technique des Nations Unies Messages clés 2014*
17. *Économie et commerce verts. Tourisme*. PNUE. 2013.
18. *Développement du commerce international. Statistiques du commerce international 2014*. OMC.
19. *Panorama de l'aide pour le commerce 2015 : Réduire les coûts du commerce pour une croissance durable et inclusive*. OCDE, OMC. 2015.

Crédits photos :

Page 5 : Singh/UN Femmes

Page 7 : *Cultivating New Frontiers in Agriculture*/Flickr

Page 8 : Dan Chung

Page 9 : Fintrac Inc./ Flickr





*Au service
des peuples
et des nations*

United Nations Development Programme
One United Nations Plaza,
New York, NY 10017
www.undp.org